

LA RUSSIE EN TÊTE

La fulgurante intégration de Condoleezza Rice



Condoleezza Rice vient de prêter serment comme secrétaire d'État des États-Unis. Elle est la première femme noire à accéder à cette fonction. Personnalité cultivée et brillante, elle a mené carrière à l'université, dans le secteur pétrolier et en politique. Sœur adoptive de Madeleine Albright, elle a toujours rassuré les milieux WASP en s'opposant farouchement aux revendications des minorités. Soviétologue, elle s'est spécialisée dans le containment de la Russie, même après l'effondrement de l'URSS.

page 2

La « directive Bolkestein » en débat

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Le commissaire européen Bolkestein a donné son nom à une directive, largement approuvée par la Commission et par le Conseil, mais disputée au sein du Parlement. Elle prévoit que les règles régissant un service ne seront plus celles du pays où il est rendu, mais celles du pays où est domicilié le prestataire. Mais depuis que ce texte a été rendu public, plus aucune personnalité n'ose le défendre.

page 12

REPÈRE : 2 FÉVRIER 1982

Le massacre de Hama

En Syrie, la révolution iranienne a renforcé le courant religieux, opposé au pouvoir laïque du parti Baas. En 1980 un militant des Frères Musulmans tente d'assassiner le président Hafez el-Assad. Le 2 février 1982, la ville de Hama, conduite par 150 officiers sunnites, se révolte après l'arrestation de plusieurs imams. Assad décide de marquer le coup : il donne l'ordre d'assiéger la ville et de la bombarder à l'artillerie lourde. Un tiers de la ville - qui compte de nombreux trésors architecturaux - sera détruit et entre 10 et 25 000 civils seront massacrés pendant les 27 jours de siège. Les unités anti-subversion filtrent les colonnes de réfugiés fuyant les combats et emprisonnent, torturent et exécutent des milliers de personnes. En Occident ce massacre, approuvé par les gouvernements, restera presque inconnu des opinions publiques. Le général Alexander Haig, secrétaire d'État de Ronald Reagan, se félicite de la « fermeté » d'Hafez el-Assad : « *Ce type a compris comment il fallait s'y prendre avec les barbus* », commente-t-il. ■



LA COMMISSION EUROPÉENNE PROPOSE L'INTERDICTION DES SYMBOLES COMMUNISTES

Le Conseil européen examinera, le 24 février 2005, une proposition du commissaire Franco Frattini visant à interdire l'usage de la swastika et des symboles nazis dans l'ensemble de l'Union européenne. Il s'agirait du premier texte européen d'harmonisation pénale des limites légales de la liberté d'expression. S'engouffrant dans cette brèche, l'ancien président de Lituanie, Vytautas Landsbergis, et le député hongrois Jozsef Szajer, ont saisi le commissaire pour qu'il amende sa proposition et ajoute la prohibition de la faucille et du marteau. Les deux parlementaires européens, rejoints depuis par de nombreux autres députés d'Europe de l'Est, entendent assimiler nazisme, stalinisme et communisme. Dans leur conférence de presse du 3 février, largement relayée par Voice of America, ils ont affirmé que la Seconde Guerre mondiale était le fruit du Pacte germano-soviétique, et que les États-Unis avaient à la fois vaincu le nazisme et le communisme. Dans une lettre publiée la par le Corriere della Sera, M. Frattini se prononce pour cette double interdiction. ■

La Russie en tête

La fulgurante intégration de Condoleezza Rice

Condoleezza Rice vient de prêter serment comme secrétaire d'État des États-Unis. Elle est la première femme noire à accéder à cette fonction. Personnalité cultivée et brillante, elle a mené carrière à l'université, dans le secteur pétrolier et en politique. Sœur adoptive de Madeleine Albright, elle a toujours rassuré les milieux WASP en s'opposant farouchement aux revendications des minorités. Soviétologue, elle s'est spécialisée dans le containment de la Russie, même après l'effondrement de l'URSS.



Condoleezza Rice est un pur produit du « rêve américain ». Née aux États-Unis, dans un pays où près de 10 % de la population noire est placée sous tutelle pénale (en détention, en liberté surveillée ou en liberté conditionnelle), elle est parvenue à se hisser au sommet de l'appareil d'État, devenant en 2001 la première représentante de la communauté noire à présider le National Security Council, à l'âge de 46 ans. Elle est depuis devenue la première femme noire à accéder au poste de secrétaire d'État. Une ascension qui en rappelle une autre, celle de son prédécesseur, le général Colin Powell. Les carrières politiques de ces deux personnalités issues de la de la communauté dite « afro-américaine » ne sont cependant pas à mettre sur le même plan.

Une enfance « sudiste »

Condoleezza Rice est née le 1er novembre 1954 à Birmingham, Alabama, une petite ville sudiste des États-Unis. En 1963, l'église du quartier, principalement fréquentée par des pratiquants noirs, est la cible d'une attaque raciste conduite par des membres du Ku Klux Klan local. La bombe qu'ils ont placée dans la crypte tue quatre fillettes, dont une amie de Condoleezza Rice, Denis McNair. Cet épisode restera célèbre dans l'Histoire de l'émancipation de la minorité noire sous le nom de *Birmingham Sunday*.

De cette expérience, l'ancienne conseillère à la sécurité nationale de George W. Bush dit avoir tiré quelques leçons. Notamment sur la manière d'aborder le terrorisme : « *Si vous avez connu le terrorisme domestique, vous savez qu'il n'y a aucune cause que cela peut servir... Parce que la seule chose que cela vise, c'est de mettre un terme à la conversation* » [1]. Refusant implicitement les acquis de la « discrimination positive », elle a également pris conscience à cette époque, de la nécessité d'être « *deux fois plus brillante* » que ceux n'appartenant pas à une minorité.

Josef Korbel, le « père »

À l'âge de 15 ans, elle rejoint l'université de Denver pour y poursuivre sa formation musicale, dans l'espoir de devenir pianiste professionnelle. Toutefois, la jeune Condoleezza prend rapidement conscience qu'elle n'a pas le niveau des autres prodiges qui l'entourent et change de spécialité. C'est alors qu'elle fait la rencontre du professeur Josef Korbel qui l'initie aux relations internationales et l'incite à étudier la « soviétologie ». Sous son influence, elle obtient l'équivalent d'une licence (*bachelor degree*) en science politique, *cum laude*. Elle est alors sélectionnée par la prestigieuse Phi Beta Kappa, l'une des plus vieilles associations universitaires qui compte parmi ses rangs Isaac Asimov, Francis Ford Coppola, George H.W. Bush, Bill Clinton, ou encore Henry Kissinger [2]. Un an plus tard, en 1975, elle obtient sa maîtrise à l'université de Notre-Dame, puis réalise sa thèse à la Graduate School of International Studies à l'université de Denver, en 1981, toujours avec Josef Korbel.

Ce dernier joue un rôle considérable dans la formation de Condoleezza Rice. Sa vie ressemble à un long exil. D'origine tchèque, il a fui une première fois son pays en 1939 après l'arrivée des troupes nazies à Prague. Réfugié à Londres, il servit de conseiller au président tchèque en exil, Edouard Benes. Une fois la paix revenue, il rentre en Tchécoslovaquie et est nommé un temps ambassadeur en Yougoslavie. La prise du pouvoir par les communistes emmenés par Tito précipite une nouvelle fois son départ, cette fois pour les États-Unis. Devenu citoyen états-unien et professeur de relations internationales à l'Université de Denver, Josef Korbel ne fait pas partie des anticommunistes forcenés et plaide pour la détente avec l'URSS, tout en soutenant l'intervention états-unienne au Vietnam, jusqu'à l'offensive du Tet en 1968. Sans être un néoconservateur, il est convaincu de la mission civilisatrice des États-Unis et de l'importance d'endiguer le péril soviétique.

Il en ressort un héritage intellectuel riche pour Condoleezza Rice, qu'il présente comme sa « fille adoptive », également influencée par Henry Kissinger. Josef



Josef Korbel

Korbel influencera profondément la vie politique internationale. D'abord par l'entremise de sa fille, Madeleine Korbel-Albright, puis par celle de sa fille adoptive, Condoleezza Rice.

La période « réaliste »

Après avoir fini sa thèse sur les relations entretenues par l'Armée tchécoslovaque avec l'Union Soviétique et les dirigeants tchécoslovaques soutenus par l'URSS, « Condi » devient professeur à Stanford. L'université est alors dominée par les partisans d'Henry Kissinger et du réalisme. Ils estiment que les relations entre États sont régies par des considérations de puissance et non de morale. Condoleezza Rice adopte cette vision du monde, tout en attachant une certaine importance au rayonnement des États-Unis. Ainsi, après avoir voté pour Jimmy Carter aux élections présidentielles de 1976 et effectué un stage au Département d'État, elle soutient le Républicain Ronald Reagan face au même Carter en 1980, reprochant au président sortant son excessive faiblesse vis-à-vis de l'URSS. C'est en tout cas la version qu'elle défend aujourd'hui. À l'époque, elle participe tout de même à l'équipe de conseillers en politique étrangère de Gary Hart, candidat à la primaire démocrate [3]. Après l'élection de l'acteur républicain à la Maison-Blanche, elle se montre par ailleurs très virulente à l'encontre de Caspar Weinberger, son secrétaire à la Défense qui fréquente régulièrement le siège du Hoover Institute, à Stamford.

Elle n'adhère pas plus au discours de Ronald Reagan sur l'« Empire du mal » soviétique : « *Comme la plupart des Américains, j'ai écouté avec un certain scepticisme l'affirmation pendant la Guerre froide selon laquelle l'Amérique était un "phare pour la démocratie" (...) Parfois j'étais juste embarrassée [par ce discours] parce que l'Amérique est au mieux une démocratie imparfaite* » [4]. Probablement consciente que les Républicains sont au pouvoir pour longtemps, Condoleezza Rice opère un rapprochement progressif avec les membres les plus « réalistes » de l'équipe Reagan, notamment Brent Scowcroft. Ce dernier la repère en 1985, lors d'un dîner organisé par les universitaires de Stanford spécialistes du contrôle des armements. Un an plus tard, en 1986, elle rejoint le Pentagone pour un an auprès du Chef d'état major interarmes, l'amiral William J. Crowe [5], afin d'apporter son expertise sur les questions de planification stratégique nucléaire. Elle vient juste d'écrire un ouvrage dans lequel elle explique que le contrôle de l'URSS sur l'Europe de l'Est commence à coûter plus qu'il ne rapporte [6]. Selon elle, si l'Union soviétique était une société commerciale, celle-ci serait tentée de se débarrasser de cette branche d'activités trop dispendieuse. Cependant, elle explique par ailleurs que « *personne ne peut suggérer que ceci figure dans les plans de l'Union Soviétique, peu importe le coût que pourra représenter l'Europe orientale. Les États, et en particulier les grandes puissances, ne se comportent pas de cette façon* ».

Face à « l'Empire du Mal »

Condoleezza Rice va progressivement abandonner ce réalisme né de sa formation universitaire, au fur et à mesure qu'elle pénètre les réseaux de la

diplomatie états-unienne. En 1986, son entrée au sein de l'administration Reagan se fait dans le cadre d'un partenariat avec le **Council on Foreign Relations** dont elle vient de devenir membre. Son parcours est suivi avec attention par Brent Scowcroft. Il la fait entrer au sein de l'**Aspen Strategy Group**, un think-tank dont la principale mission consiste à former les dirigeants états-uniens les plus cultivés. À l'époque, la position de la Maison-Blanche vis-à-vis de Moscou est particulièrement agressive, l'équipe de Reagan (notamment Casper Weinberger et son assistant Richard Perle) étant convaincue que l'URSS n'a plus les moyens de poursuivre la course aux armements et qu'une nouvelle ère de domination pourrait s'ouvrir pour les États-Unis s'ils parviennent à se retirer des traités de contrôle des armements. Une stratégie formulée par Ronald Reagan devant le Council on Foreign Relations en 1980, et mis en œuvre avec la relance du programme dispendieux de la « guerre des étoiles ».

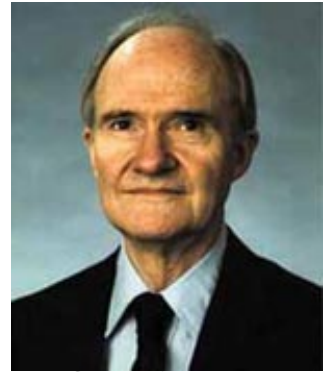
Cette politique suscite l'opposition des fidèles d'Henry Kissinger au sein de l'administration Reagan, et notamment de Brent Scowcroft, devenu le « parrain » politique de Rice. Après la victoire de George H.W. Bush aux élections présidentielles de 1988, il la recrute au sein du National Security Council en tant qu'assistante spéciale pour les questions soviétiques, alors même qu'elle était également courtisée par Dennis Ross, le nouveau directeur de l'équipe de planification du Département d'État. À son nouveau poste, elle définit la politique étrangère états-unienne de l'administration Bush vis-à-vis de l'Union soviétique. Son propos est simple : il s'agit pour Washington de resserrer les liens avec l'OTAN, de se focaliser sur le contrôle des armements et de tenter de nouer des rapports avec les pays d'Europe de l'Est, avant toute tentative de rapprochement avec Mikhaïl Gorbatchev. En tant que spécialiste de cette région et notamment de la Tchécoslovaque, c'est elle qui préside les réunions du NSC sur l'Europe de l'Est, tandis que les débats consacrés à la Russie sont dirigés par Robert Gates. Elle est également invitée à Kennebunkport, la résidence de la famille Bush dans le Maine, au sein d'un groupe de spécialistes de l'Union soviétique venus briefer le président nouvellement élu [7].

« Gérer » Eltsine

Devenue membre du Conseil de Sécurité nationale pour les affaires soviétiques dans l'administration de George H.W. Bush, Rice effectue un voyage en Europe de l'Est et en Union soviétique en 1989-1990. Elle en revient en affirmant que l'Amérique, malgré ses imperfections, a bien servi de phare de la démocratie. Au fur et à mesure que la politique de Washington devient de plus en plus agressive vis-à-vis de Moscou, Rice grimpe les échelons de l'appareil diplomatique. En septembre 1989, alors qu'elle travaille sous les ordres de Robert Blackwill, directeur de la division Affaires européennes et soviétiques au NSC, la jeune femme est chargée de « gérer » Boris Eltsine lors de sa visite à la Maison-Blanche. Ce-dernier, grand critique de Mikhaïl Gorbatchev, est déjà le favori de Washington pour prendre les rênes de l'URSS une fois le secrétaire du Parti communiste renversé. Cependant, il convient de ménager les susceptibilités de Gorbatchev et Condoleezza Rice est donc contrainte d'expliquer à Boris Eltsine que le Président états-unien ne le recevra pas dans le Bureau ovale. Elle tiendra bon face aux protestations de l'homme politique russe, et le contraindra à accepter une simple rencontre avec Brent Scowcroft, auquel se joindra

finalement George H.W. Bush.

Par la suite, elle n'interviendra quasiment jamais dans les débats internes de l'administration Bush visant à choisir le moment où il faudrait soutenir Eltsine contre Gorbatchev. La plupart des protagonistes de l'époque ont tous conservé l'impression que Condoleezza Rice était « *plutôt de leur côté* », quel que soit la position qu'ils défendaient. Ce qui dénote une grande habileté de la part de la future chef de la diplomatie états-unienne. Une habileté rapidement récompensée : en mai 1990, elle est promue directrice de la division Affaires européennes et soviétiques au NSC, puis assistante spécial du président en août.



Brent Scowcroft

L'aventure Chevron

Début 1991, après deux années passées au National Security Council, Condoleezza Rice quitte Washington. Avec Brent Scowcroft, elle envisage un temps de se porter candidate au poste de sénateur de Californie, laissé vacant par l'élection de Pete Wilson au poste de gouverneur. Se heurtant à différents obstacles, elle abandonne l'idée et rejoint l'université de Stanford, tout en exprimant le souhait de faire son entrée dans le secteur privé. Elle contacte pour cela l'ancien secrétaire d'État George Shultz, membre de la **Hoover Institution** à Stanford. Celui-ci lui ouvre les portes du conseil d'administration de Chevron, auquel il siège lui-même.

Désormais courtisée par l'establishment économique, Condoleezza Rice est également appelée pour intégrer le conseil d'administration de Charles Schwab Corp., Transamerica Corp., Hewlett Packard, le conseil international de J.P. Morgan, le **Carnegie Endowment for International Peace** et la Rand Corporation. Mais c'est son poste au sein de Chevron, où elle est officiellement experte sur le Kazakhstan, qui l'occupera principalement durant la décennie suivante, au point qu'en 1995 la compagnie donne son nom à l'un de ses tankers pétroliers battant pavillon des Bahamas. Durant cette même décennie la compagnie a en effet considérablement augmenté ses bénéfices, essentiellement grâce à ses activités au Kazakhstan et en Angola, où elle assure l'essentiel de la production pétrolière et gazière. Ses revenus nets passent de 1,2 milliards de dollars en 1991 à 5,2 milliards en 2000. En Angola, c'est le soutien ou plutôt le contrôle du régime d'Eduardo Dos Santos et de son Mouvement pour la libération populaire de l'Angola (MLPA) par l'administration états-unienne qui permet à Chevron de s'assurer de tels bénéfices. Les élections de 1992, qui maintiennent Dos Santos au pouvoir en dépit des protestations de la plupart des observateurs internationaux, sont bien entendu acclamées par l'ambassadeur états-unien dans le pays, Herman Cohen [8]. Suivra une effroyable guerre civile durant laquelle Dos Santos arme la population contre les rebelles de l'UNITA de Joseph Savimbi, qui seront qualifiés de « *menace extraordinaire pour la politique étrangère des États-Unis* » autant par Bill Clinton en 1993 que par George W. Bush en septembre 2001. Les deux administrations successives imposent également des sanctions à l'encontre de

l'UNITA, à mesure que les projets d'exploitation offshore de Chevron prennent de l'ampleur.

Comme c'est le cas dans bien d'autres pays producteurs, les compagnies étrangères fournissent la technologie, qui est primordiale dans le cas de l'Angola où le forage en eaux profondes a débuté dans la deuxième moitié des années 1990. En échange, l'Angola accorde aux sociétés impliquées une part significative de la production pour de nombreuses années, tout en s'endettant lourdement. Ce qui permet de garantir son soutien à la politique de Washington.

Si le rôle précis de Condoleezza Rice dans ce contexte et au sein du conseil d'administration de Chevron n'est pas précisément documenté, il est certain que ce ne sont pas ses connaissances en soviétologie qui lui ont valu ce poste, mais bien son expérience dans l'administration et donc sa capacité à coordonner les intérêts de Chevron avec la politique étrangère du pays.

Dans le cas de l'activité de Chevron au Kazakhstan, pour laquelle Mlle Rice était la principale conseillère, les conflits d'intérêts avec sa fonction ultérieure de conseillère pour la sécurité nationale ne font pas plus de mystère. La joint-venture de Chevron avec le gouvernement kazakh signée en 1993 permet à la compagnie de quasiment doubler ses activités dans le domaine des pipelines, avec la construction du projet reliant le gisement géant de Tengiz au port russe de Novorossiysk (Mer Noire) qui s'est achevée en 2001. Mais c'est le gouvernement russe, avec près de 50% des parts dans le projet, qui obtient la part belle, celle de Chevron ne s'élevant qu'à 20%. Parallèlement, l'envoyé spécial des États-Unis auprès du régime taliban d'Afghanistan, Zalmay Khalilzad, négocie les droits de passage d'un autre pipeline partant du Kazakhstan, destiné quant à lui à acheminer le pétrole et le gaz vers l'océan indien en contournant les zones d'influence russe. Ces négociations échouent en 1998 lorsque Bill Clinton fait bombarder des sites afghans, et les compagnies commencent alors à anticiper l'ère post-taliban. M. Khalilzad devient alors employé de la Rand Corporation dont Mlle Rice est administratrice. Après l'arrivée au pouvoir de George W. Bush en janvier 2001, Khalilzad rejoindra le National Security Council sous les ordres de Condoleezza Rice, afin de régler la question des Taliban. Il s'appuiera pour cela sur l'ancien consultant de la compagnie états-unienne Unocal, Hamid Kharzai, qui ouvrira pour de bon la voie aux intérêts pétroliers états-uniens en Afghanistan. Charles Lewis, fondateur du [Center for Public Integrity](#), commentait ainsi la nomination de Condoleezza Rice en 2001 comme Conseillère pour la sécurité nationale : *« Ces intérêts pétroliers chiffrés en milliards de dollars sont actifs partout dans le monde. Alors comment diantre est-il possible de se récuser des intérêts d'une société comme Chevron ? Il s'agit plutôt d'un problème portant sur le processus de récusation et la manière dont il fonctionne. Je ne vois vraiment pas, honnêtement, comment elle peut occuper le poste de Conseillère pour la sécurité nationale et se retirer totalement, à 100 %, des questions qui peuvent avoir trait à Chevron. Je pense qu'il serait virtuellement impossible pour elle d'exercer ses fonctions en toute honnêteté. »* [9]

Retour à Stanford

Parallèlement à ses activités pétrolières, la carrière universitaire de Condoleezza Rice suit son cours. En 1993, elle est nommée prévôt de l'université de Stanford

par le président Gerhard Casper, ce qui lui permet de prendre le deuxième poste administratif le plus important de la faculté à seulement trente-huit ans. Elle est chargée de superviser près de 10 000 employés ainsi qu'un budget d'environ 1,5 milliards de dollars. Elle restera six ans à ce poste. Au cours des trois premières années, elle parvient à réduire le budget de 17 millions de dollars, grâce à des mesures expéditives. Rice suscite même un mouvement de contestation inédit après avoir renvoyé une importante responsable de Stanford, connue pour être l'« âme de la Faculté », une chicano, un fait très rare à ce niveau administratif. Malgré une grève de la faim de plusieurs étudiants chicanos, Rice ne reviendra pas sur sa décision. Tout comme elle balayera d'un revers de main l'ensemble des critiques émanant du corps enseignant sur le faible taux de femmes et de représentants des minorités, soit comme étudiants, soit comme personnels de l'université.

Voici un extrait de la « Pétition contre la sélection de Condoleezza Rice comme oratrice d'ouverture de la cérémonie des diplômes de Stanford en 2002 » concernant ses activités dans l'université [10] :

Lorsqu'elle était prévôt à l'Université de Stanford (1993-1999), Condoleezza Rice a constamment échoué à résoudre des problèmes sérieux concernant les pratiques d'acceptation et d'embauche des minorités et des femmes. Le Dr Rice a également affaibli divers groupes et programmes du campus, particulièrement ceux qui tentaient de répondre aux attentes des femmes et des minorités. Par exemple :

► *Le Dr Rice a refusé à plusieurs reprises d'accorder des postes à des professeurs femmes ou appartenant à des minorités, exacerbant la distinction de Stanford comme l'une des moins mixtes parmi les universités d'élite aux États-Unis. Lorsque le Dr Rice a quitté son poste de prévôt en 1999, les chaires de Stanford étaient à 14 % féminines, nettement moins que la moyenne nationale de 25 %. [11]*

► *A défendu la politique d'embauche de Stanford tout en enregistrant des plaintes formelles de 15 professeurs femmes documentant des pratiques discriminatoires. Les statistiques biaisées du Dr Rice (voir le rapport de Stanford du 17/06/1998 « Divergences sur les données concernant l'attribution des chaires ») constituaient le noyau de la défense de Stanford contre un rapport du caucus des facultés féminines qui a finalement abouti à une plainte formelle déposée par 15 professeurs auprès du ministère du Travail [12].*

► *A affaibli le programme d'Ateliers de travail étudiants sur les questions politiques et sociales (SWOPSI) qui avait soutenu des douzaines de cours initiés par des étudiants, certains de ces cours étant devenus très populaires au point d'être incorporés par l'académie. Son prétexte creux : « manque de fonds ».*

► *A recommandé que tous les centres communautaires ethniques soient hébergés dans un bâtiment unique (Old Union), en faisant dans la pratique une colonie pour « gens de couleur » sur le campus. Seule la résistance du syndicat des étudiants noirs a empêché sa proposition d'être mise en*

application, ce qui leur valut d'être cantonnés dans un bâtiment en décrépitude entouré d'asphalte jusqu'à ce que le toit se détériore au point qu'ils bénéficient finalement de subventions.

▶ *A licencié Cecilia Burciaga, la plus ancienne hispanique de Stanford (25 ans sur le campus) et membre permanente de la Casa Zapata. Des diminutions de budget furent également invoquées comme excuse. Cette hostilité envers les communautés ethniques de Stanford a déclenché les grèves de la faim de 1994.*

▶ *A « négocié » avec les grévistes de la faim sur quatre demandes - AUCUNE d'entre elles n'ayant été entièrement honorées par l'université. En tant que prévôt, le Dr Rice a usé de toutes les petites tactiques et manœuvres de subventions symboliques possibles et imaginables pour faire obstacle à ce que l'accord manifeste entre les grévistes de la faim et l'administration universitaire soit rendu officiel. Son bureau a par ailleurs discrètement ignoré les recommandations provenant de plusieurs rapports commandés par des universités sur la place des femmes, des gens de couleur et de la communauté homosexuelle.*

▶ *A refusé un statut départemental aux Études africaines et afro-américaines, ainsi qu'à d'autres programmes ethniques émergents, en soutenant la proposition d'un département d'études comparatives sur la race et l'ethnicité pour contrer les demandes de départements d'études hispaniques et asiatiques. Ce « compromis » signalait la fin de tout espoir de voir Stanford acquérir le statut départemental pour les études ethniques individuelles, de même que pour la proposition de l'Old Union, les efforts pour faire perdurer un enseignement et des recherches reconnaissant une analyse raciale à Stanford furent consolidés. Ceci les privait du statut que beaucoup d'autres universités - dont Harvard et Princeton - ont été en mesure d'accorder à leurs différents départements d'études ethniques.*

▶ *A refusé de traiter le problème de l'échec de l'université à trouver un directeur pour le Centre Stanford de recherches hispaniques (SCCR), l'affaiblissant au point que Stanford n'ait « plus d'autre choix » que de rabattre ses rescapés vers l'Institut de recherches CSRE approuvé par Rice.*

▶ *A fait annuler le vote en 1969 du Sénat académique qui avait mis fin à l'utilisation par le ROTC (Corps d'entraînement des officiers réservistes) des installations de Stanford (après avoir privé les instructeurs du statut universitaire) en signant un accord avec le ROTC lui autorisant l'usage des installations de Stanford et lui attribuant des crédits pour ses cours sur le campus.*

À cette époque, Condoleezza Rice est relativement en retrait de la vie politique et même du monde des idées. Son ouvrage co-écrit avec Philip Zelikow, est une célébration très consensuelle du succès de l'alliance entre Margaret Thatcher, François Mitterrand, Helmut Kohl et George H.W. Bush pour faire tomber le mur de Berlin [13]. Elle reste longtemps silencieuse sur les relations menées par le président Démocrate Bill Clinton avec la Russie de Boris Eltsine.

Chef des Vulcains



Dans le bureau ovale avec George W.

Sa carrière politique n'est pourtant pas achevée. En 1996, après la création du Congressional Policy Advisory Board par Martin Anderson, elle rejoint les rangs de ce groupe de responsables républicains chargés d'élaborer le programme de leur futur candidat pour les élections présidentielles de 2000. Au sein de l'équipe spécialisée en politique

étrangère, elle côtoie **Donald Rumsfeld**, **Dick Cheney**, **Paul Wolfowitz**, mais aussi son ami George Shultz et Caspar Weinberger. En août 1998, elle organise une première rencontre avec le gouverneur du Texas, George W. Bush, dans la résidence familiale de Kennebunkport, pour évoquer la future élection présidentielle. Au même moment, alors que l'économie russe s'effondre, Rice lance de virulentes attaques contre le gouvernement Eltsine et les soutiens dont il a bénéficiés de la part des Démocrates. Elle recommande un détachement des États-Unis de la Fédération de Russie et un renforcement de l'opposition à la guerre en Tchétchénie. Ces propos sont interprétés par de nombreux spécialistes de la Russie comme un appel au retour à la stratégie du *containment*. Peu de temps après, elle est chargée par George W. Bush de s'occuper de la partie « politique étrangère » de sa campagne présidentielle à venir. Elle est épaulée pour cela par Paul Wolfowitz, bien que sa relation privilégiée avec le futur président lui assure une certaine prééminence. En 1999, ils constituent tous deux une équipe de conseillers, dénommés les Vulcains. Ceux-ci comprennent **Richard Armitage**, Richard Perle, Dov Zakheim, **Stephen Hadley**, Robert Blackwill et Robert Zoellick.

L'aventure est couronnée de succès. Ayant réussi à surmonter de graves carences en terme de connaissances géostratégiques, George W. Bush accède le 20 janvier 2001 à la Maison-Blanche, sur décision de la Cour suprême. Les Vulcains, au premier rang desquels Condoleezza Rice, intègrent la nouvelle administration. A moins de cinquante ans, elle devient la première femme et la première représentante de la communauté noire états-unienne à diriger le National Security Council.

Paul Labarique

Arthur Lepic

[1] « *A lesson from Condoleezza Rice* », par Derrick Z. Jackson, *Boston Globe*, 20 novembre 2002.

[2] « *Famous Members*, *Phi Beta Kappa Website*.

[3] *Bushwomen - Tales of a Cynical Species*, de Laura Flaunders, Verso, 2004.

[4] « *Small Steps, Giant Leaps* », par Condoleezza Rice, in *A Voice of Our Own*, ed.

Nancy M. Newman, Jossey-Bass, 1996.

[5] L'amiral William J. Crowe a servi au Vietnam et dans le Golfe, puis dirigé les forces alliées dans le sud de l'Europe de 1980 à 1983. Il est ensuite devenu chef d'état-major interarmes sous Ronald Reagan et George H.W. Bush, et ambassadeur à la Cour St James en Grande-Bretagne, de 1994 à 1997. Il est membre du Council on Foreign Relations dont il a présidé un groupe de travail en février 2001 sur les moyens de prémunir les États-Unis contre la menace terroriste. Il est président de Bioport, la société pharmaceutique chargée de « produire, tester, embouteiller et stocker le vaccin contre l'anthrax ». Voir « [Intoxication à l'anthrax](#) », par Paul Labarique, *Voltaire*, 10 mars 2004.

[6] « The Soviet Alliance System », par Condoleezza Rice, in *The Gorbachev Era*, d'Alexander Dallin et Condoleezza Rice, eds., Stanford, CA, 1986.

[7] *The Rise of the Vulcans*, de James Mann, Viking, 2004, p. 172.

[8] « [Chevron oil and the Savimbi problem](#) », par James P. Lucier pour le magazine mooniste *Insight*, 29 avril 2002.

[9] Lors de sa nomination en tant que Conseillère pour la sécurité nationale en 2001, Condoleezza Rice déclare être en possession de 250 000 dollars en stock options Chevron, en plus d'un revenu annuel supérieur à 550 000 dollars.

[10] Vous pouvez consulter le texte intégral de la pétition sur [le serveur de l'université de Stanford](#).

[11] Plus d'informations sur [stanford report](#), [CSF Guarman](#) et [Stanford Magazine](#)

[12] Plus d'informations sur [le serveur du conseil de la faculté](#).

[13] *Germany Unified and Europe Transformed - A Study in Statecraft*, de Philip D. Zelikow et Condoleezza Rice, Harvard Edition, 1995.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

La « directive Bolkestein » en débat

Analyse

Donald Rumsfeld annonce dans le *Wall Street Journal* le désengagement progressif de l'US Army en Irak et l'« irakisation » du maintien de l'ordre. Il explicite en cela un point abordé par le président Bush dans son discours sur l'état de l'Union. Cependant, le sénateur Joseph E. Biden Jr. conteste vivement le réalisme de cette option. Dans le *Washington Post*, il note que, contrairement aux allégations de l'administration, les 136 000 Irakiens des forces de police et de sécurité seraient loin d'être opérationnels. En réalité, seuls 4 000 à 18 000 seraient suffisamment entraînés et équipés, donc en nombre bien insuffisant pour relever les 120 000 GI's officiellement présents sur place.

En tout état de cause, M. Rumsfeld entend se désengager du maintien de l'ordre, et non pas quitter l'Irak. Les États-Unis ont construit au moins 14 bases militaires permanentes qu'ils souhaitent utiliser pour contrôler les ressources pétrolières du pays et de la région.

Le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, président en exercice du Conseil européen, veut rassurer les lecteurs du *Zeit*. Dans une interview, il affirme croire que Condoleezza Rice fera tout son possible pour améliorer les relations transatlantiques. À la condition toutefois que Washington ne se lance pas dans une nouvelle expédition militaire, en Iran par exemple. Tout peut donc s'arranger, les agressions contre l'Afghanistan et l'Irak peuvent passer par pertes et profits, pourvu que les États-Unis cessent leur expansionnisme. Une position qui n'est pas sans rappeler celle en vigueur en Europe, en 1939.

Quatre ministres de l'Économie ou des Finances d'États européens, Hervé Gaymard, Gordon Brown, Domenico Siniscalco et Hans Eichel, célèbrent dans *Le Figaro* les convergences entre leurs gouvernements. La France, le Royaume-

Uni, l'Italie et l'Allemagne procèdent simultanément aux mêmes réformes économiques. À noter que les auteurs ne cherchent pas tant à montrer la pertinence des réformes engagées, mais l'efficacité qu'ils en attendent grâce à leur simultanéité.

Le commissaire européen chargé du marché intérieur, le libéral néerlandais Frederik Bolkestein, a donné son nom à une directive, largement approuvée par la Commission et par le Conseil, mais disputée au sein du Parlement. Elle prévoit que les règles régissant un service ne seront plus celles du pays où il est rendu, mais celles du pays où est domiciliée l'entreprise qui les rend.

Curieusement, depuis que ce texte, dont la rédaction a demandé des mois, a été rendu public, il ne se trouve aucune personnalité pour le défendre.

Dans une tribune commune publiée par *Le Monde*, six parlementaires socialistes français s'appliquent à critiquer durement un texte qui fait désormais l'unanimité contre lui. Ils soulignent que cette directive, si elle était définitivement adoptée, marquerait une rupture dans la construction européenne. Il ne serait plus question d'harmonisation, mais uniquement d'ouverture à la concurrence. Pourtant, après avoir mis en perspective ce débat, ces parlementaires prennent soin de n'aborder aucune autre polémique européenne.

Sortant du politiquement correct, le souverainiste Philippe de Villiers note dans *Le Figaro* que les partisans de l'actuelle forme de construction de l'Union européenne ont sonné la retraite générale et accepté de geler la directive controversée. C'est qu'ils craignent de voir cette polémique leur faire perdre les référendums de ratification du Traité constitutionnel. Mais, « gel » ne veut pas dire abandon ; la directive comme le Traité participent d'une forme d'Europe dont les électeurs (français tout au moins) ne veulent pas.

Pas du tout, assure le Vert Jean-Luc Bennhamias dans le même quotidien. La directive est mauvaise, mais le Traité est bon car il permettra à l'avenir d'empêcher de tels projets en les soumettant à une procédure plus démocratique. Certes, pourrait-on lui répondre, mais le Traité fixe la politique sur ce sujet de sorte qu'il n'y aura plus de marge de manœuvre.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a accordé un entretien franc au *Welt am Sonntag*. Il y admet être lui-même, et sa famille, gêné par les restrictions religieuses héritées d'Atatürk et préconise une laïcité plus souple. Observant que la France et l'Allemagne ont des interprétations différentes de la laïcité et des pratiques contradictoires face au foulard islamique, il note que plusieurs modèles sont possibles dans des sociétés démocratiques. En définitive, il exprime son penchant pour le modèle communautaire anglo-saxon. En quelques mots, il dément donc les accusations d'intégrisme portées contre son parti, et affirme une identité de type démocrate-musulman au sens où il existe des démocrates-chrétiens.

Réseau Voltaire

Donald Rumsfeld



« N'oubliez pas les troupes irakiennes »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Don't Forget the Iraqi Troops », par Donald Rumsfeld, *Wall Street Journal*, 6 février 2005.

Membre des administrations Nixon, Ford et Reagan, Donald Rumsfeld est l'architecte de la grandeur militaire des États-unis. Il est secrétaire à la Défense de l'administration George W. Bush.
Voir notre dossier spécial à son sujet.

Dimanche 30 janvier 2005, le monde a été témoin du courage et de la force de millions d'Irakiens qui étaient déterminés à prendre possession de leur pays, à braver les bombes et les décapitations et à rejeter l'extrémisme. Dans le même temps, des milliers d'Irakiens travaillaient au retour à la stabilité dans les forces de sécurité irakiennes. Les milliers d'Irakiens en faisant partie effectuent une tâche exceptionnelle. Le jour de l'élection, huit kamikazes ont été empêchés d'agir, l'un d'eux par un policier qui a traîné le kamikaze loin des électeurs, se sacrifiant pour sauver des vies. À Kirkouk, le 207^{ième} bataillon de l'armée irakienne a trouvé huit refuges de terroristes en arrêtant 30 et trois jours plus tard le 205^{ième} bataillon en a arrêté 70 dans un centre de fabrication d'explosif grâce à un renseignement fourni par un Irakien.

Beaucoup se sont concentrés sur les difficultés rencontrées lors de la formation des troupes irakiennes, mais il faut cependant se souvenir que lors de notre guerre d'indépendance, George Washington se désolait du manque d'entraînement de nos troupes. Pourtant, nous avons gagné car leur volonté de se battre pour la liberté les fit vaincre l'ennemi. Les succès enregistrés lors des élections montrent que cela est également possible en Irak. Le nombre des troupes irakiennes ne cesse d'augmenter et elles sont de mieux en mieux équipées et de plus en plus efficaces. Elles méritent notre respect.

L'entraînement et l'équipement de ces troupes se poursuit avec l'aide de l'OTAN notamment. Le monde civilisé dans son ensemble travaille au succès en Irak.

Comme l'a rappelé **George W. Bush** dans le **discours sur l'état de l'Union**, les forces irakiennes vont avoir de plus en plus de responsabilité dans la défense de l'Irak tandis que nos troupes vont progressivement se désengager.

Je suis impressionné par les succès irakiens comme je suis impressionné par le travail de nos troupes.

Joseph R. Biden Jr.



Joseph R. Biden Jr. a conduit une carrière exclusivement politique. Élu sénateur du Delaware, en 1972, dès l'âge légal de 30 ans, il s'est d'abord fait connaître pour ses positions libérales au sein de la Commission de la Justice. En 1991, il met en scène de très médiatiques auditions à l'occasion de la nomination du juge Clarence Tomas à la Cour suprême alors que le magistrat est accusé de harcèlement sexuel. En 1997, il devient le leader démocrate, puis le président, de la Commission des Affaires étrangères. Il pousse son pays à l'engagement militaire en Yougoslavie, puis en Irak, mais s'oppose au programme de « guerre des étoiles ». Il est aujourd'hui leader démocrate de la Commission des Affaires étrangères du Sénat.

« Entraîner les Irakiens : les faits »

Source : Washington Post

Référence : « Training Iraqis : the Facts », par Joseph R. Biden Jr., *Washington Post*, 6 février 2005.

Avant de pouvoir nous retirer d'Irak, il va falloir remplir deux conditions : l'émergence d'un gouvernement et d'une constitution considérés comme légitimes par les Irakiens et le développement par ce gouvernement de sa capacité à faire respecter la loi et à vaincre l'insurrection. Les élections étaient une étape importante en direction du premier objectif, mais cela a eu un faible impact sur le second.

Lors de l'audition de **Condoleezza Rice** par le Sénat, nous nous sommes affrontés elle et moi sur le nombre d'homme dans les forces irakiennes. Elle affirmait qu'il y en avait 125 000, j'affirme qu'il y en a entre 4 000 et 18 000. Il y a un an, **Donald Rumsfeld** affirmait qu'il y avait 210 000 Irakiens en uniforme, mais ces chiffres ne veulent rien dire. La vraie question est : combien d'Irakiens sont capables de faire le travail réalisé par nos troupes ? Certainement pas 136 000 comme l'affirme la Maison-Blanche.

Voici les faits :

► La police : l'administration Bush affirme avoir 57 290 policiers entraînés. Par « entraînés », elle entend trois semaines de formation pour les anciens policiers de Saddam Hussein et huit semaines pour les recrues récentes alors que la plupart des pays développés forment leur policiers en 16 ou 24 semaines pour leur faire faire un travail bien moins difficile. Rien d'étonnant à ce que la quasi-totalité des policiers de Mossoul ait déserté en novembre face à une insurrection.

► La garde nationale : Elle est censée rassembler 36 827 hommes, mais elle a été durement touchée par les attaques de l'insurrection et l'absentéisme y est élevé.

► L'armée : elle regroupe le reste des 136 000 hommes annoncés et en dépit de leur courage, ils sont incapables d'agir indépendamment face à l'insurrection.

Après un an d'errance, la nomination du général Petraeus est une bonne chose, mais on est encore loin des chiffres annoncés. Je pense qu'il n'y a qu'entre 4 000 et 18 000 Irakiens capables d'affronter l'insurrection. Il faut accélérer la formation, embarquer des officiers états-uniens avec les troupes irakiennes et presser les pays étrangers à nous aider dans la formation des troupes.

Jean-Claude Juncker



Jean-Claude Juncker est Premier ministre et ministre des Finances du Luxembourg (pays qui assurera la présidence de l'Union européenne à partir de janvier 2005). Il vient d'être désigné à la tête de l'Eurogroupe.

« Juncker croit Rice capable d'améliorer les relations transatlantiques »

Source : Die Zeit

Référence : « Juncker traut Rice Verbesserung des transatlantischen Verhältnisses zu », Jean-Claude Juncker, *Die Zeit*, 7 Février 2005.

Je connais Mme **Rice** depuis plusieurs années, j'espère qu'elle va travailler à améliorer les relations états-uno-européennes. C'est ce qu'a prévu le président pour son deuxième mandat et je souhaite qu'elle aussi tienne pour indispensable de remettre cette relation à flots, car nos rapports ne sont pas comme ils pourraient être, ni comme ils devraient être. Le *statu quo* n'est pas une option que nous devons couler dans le ciment, la coopération entre les alliés doit être améliorée, cela est reconnu des deux côtés de l'Atlantique. Chacun doit faire un pas en avant, les États-Unis doivent nous donner l'assurance qu'ils vont renoncer à cette espèce de néo-unilatéralisme qui ne convient plus à notre époque. Il faudrait par exemple qu'ils prennent en compte les considérations des Européens concernant l'Iran, ou qu'ils fassent preuve d'une compréhension plus intense pour ce qui nous semble important, comme les accords de Kyoto. Je pense comme **Javier Solana**, que ce serait une grave erreur pour les États-Unis d'attaquer l'Iran. Les US et les Européens ont cependant un objectif commun : que le programme d'enrichissement de l'uranium cesse en Iran afin d'empêcher la fabrication d'armes nucléaires. Mme Rice a dit : « L'heure est à la diplomatie », mais je ne constate rien de tel pour l'instant. Il n'y a pas la moindre chance pour que l'Europe soutienne une intervention militaire en Iran et je ne pense pas que nous assisterions à une division de l'Europe, comme ce fut le cas pour le conflit en Irak, si cette intervention devait avoir lieu. Le choix de l'utilisation de la force diplomatique a été fait cette fois par les 25 membres de l'Union, même les autorités anglaises ont réagi de façon allergique à l'annonce faite par certains aux US d'une attaque imminente.

Notre implication dans le processus de paix au Proche-Orient doit être revu, nous devons montrer que nous sommes un interlocuteur impartial, avec les Israéliens comme avec les Palestiniens. Nous devons essayer de garantir le plus de sécurité possible à Israël et aider les Palestiniens à former un État souverain. Cette coopération dans les domaines humanitaires et politico-économiques aboutira très certainement à un renforcement de l'Europe.

Gordon Brown, Hervé Gaymard, Domenico Siniscalco, Hans Eichel



Gordon Brown est ministre travailliste britannique de l'Économie et des Finances.



Ancien directeur de communication de Jacques Chirac pendant la campagne de 1995, puis secrétaire aux Finances puis à la Santé dans le gouvernement Juppé (1995-1997) et ministre de l'Agriculture du gouvernement Raffarin (2002-2004), Hervé Gaymard est ministre des Finances. Administrateur-fondateur de l'Association des Amis du professeur Lejeune, il est proche de l'Opus Dei.



Domenico Siniscalco est ministre italien de l'Économie

« Des réformes structurelles en Europe pour une croissance globale »

Source : Le Figaro

Référence : « Des réformes structurelles en Europe pour une croissance globale », par Hervé Gaymard, Domenico Siniscalco, Hans Eichel et Gordon Brown, *Le Figaro*, 4 février 2005.

Ce week-end, nous devons nous réunir à Londres, entre ministres des Finances du G-7, pour examiner les problèmes pressants auxquels fait face aujourd'hui l'économie mondiale et, en tant que représentants des quatre plus grandes économies européennes, nous entendons jouer pleinement notre rôle pour promouvoir une croissance globale, plus équilibrée et durable. Nous avons vu une reprise de la croissance en Europe en 2004, mais les risques demeurent à court terme. En tant que décideurs politiques, nous sommes conscients de ces risques et de notre responsabilité pour assurer une croissance soutenue et équilibrée à moyen terme. L'Europe doit s'élever à la hauteur des défis de la nouvelle économie globalisée et sans action nouvelle pour stimuler les moteurs essentiels de la croissance que sont l'emploi et la productivité, l'Europe n'apportera pas d'amélioration de leur niveau de vie à ses citoyens. Nous devons poursuivre dans chacune de nos économies les réformes nécessaires pour stimuler la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité, et augmenter la participation au marché du travail, particulièrement pour les plus âgés. Cela permettra de faire face aux défis de la concurrence globale et au vieillissement de la population tout en conservant nos systèmes de retraite. Il faut investir dans la connaissance et supprimer les obstacles qui demeurent afin de permettre à nos entreprises d'être plus compétitives.

Cette année l'Allemagne a achevé sa baisse d'impôt et a réformé son système de protection sociale afin d'augmenter et stimuler l'emploi : la durée des allocations chômage a été réduite, les restrictions aux licenciements assouplies, le système de retraite a été réformé pour inciter les travailleurs les plus âgés à rester sur le marché. Dans le même temps, des mesures visant à diminuer la bureaucratie et soutenir l'esprit d'entreprise ont été adoptées.

En France des mesures sont prises en faveur de l'emploi : coopération accrue entre l'ANPE et l'Unedic, mise en œuvre des mesures du plan de cohésion sociale pour développer l'emploi des jeunes grâce à la formation et à l'apprentissage ; et réduction des charges salariales. La France a également créé l'Agence pour l'innovation industrielle et des réseaux locaux hi-tech et dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance du système d'assurance-maladie, un comité d'alerte a été mis en place. L'Italie a retardé le départ de l'âge à la retraite et le gouvernement s'est engagé à poursuivre les réductions d'impôts et à mettre en œuvre des réformes supplémentaires destinées à augmenter la productivité, à



Hans Eichel est ministre allemand des Finances

renforcer la compétitivité par la libéralisation, et à simplifier le cadre réglementaire. La formation a été réformée pour accroître notre capital humain et de nouvelles incitations fiscales ont été introduites pour stimuler la recherche, le développement et l'innovation.

En Grande-Bretagne, le chômage est à son niveau le plus bas depuis plus de 25 ans et de nouvelles mesures couplant allocations, amélioration des compétences, formation et soutien à la recherche d'emploi, aident à fournir à tous de meilleures opportunités d'emploi. La Grande-Bretagne a également mis au point un plan sur l'innovation pour améliorer sa compétitivité.

Lors de notre rencontre à Londres, nous travaillerons à ce que l'Europe connaisse une croissance forte, globale et créatrice d'emploi. Tous nos concitoyens le méritent et l'attendent.

un collectif de parlementaire PS

Jean-Pierre Balligand, Paul Quilès, Manuel Valls, Didier Migaud sont députés socialistes. Marie-Noëlle Lienemann et André Laignel sont députés européens socialistes.

« Contre Bolkestein ! »

Source : Le Monde

Référence : « Contre Bolkestein ! », par un collectif de parlementaire PS, *Le Monde*, 5 février 2005.

L'annonce quasi simultanée, par Jacques Chirac et José Manuel Barroso, d'une « remise à plat » de la directive européenne sur les services, dite « directive Bolkestein », n'est qu'un artifice lié au contexte préélectoral actuel. Ce texte continue de demeurer l'un des derniers avatars de la dérive libérale de la construction européenne et symbolise l'impasse faite sur l'harmonisation par le haut des réglementations, au bénéfice de la seule logique de la concurrence par les prix.

La Commission européenne fait le pari qu'il existe un gisement d'emploi que des « obstacles » empêcheraient de faire fructifier. Elle prévoit de poser, pour l'ensemble des services, le principe du pays d'origine : les règles qui doivent s'appliquer à une prestation de services ne seraient plus celles du pays où ce service est rendu, mais celles du pays où l'entreprise prestataire est établie. On importerait une réglementation en même temps que des services ! Ce principe est présenté comme une simplification, mais en réalité, il obligerait les autorités administratives de chaque pays à se familiariser avec le droit des 25 États membres ! Ce principe du "pays d'origine" constitue, en tout cas, un changement de méthode et de finalité : l'objectif de la construction européenne n'est plus l'harmonisation des règles, mais l'ouverture à la concurrence du marché intérieur. Derrière ce changement de méthode s'engage en réalité un changement de cap et de projet pour l'Union. La perspective d'une Europe politique et sociale harmonisée par le haut s'éloigne pour laisser place à une vaste zone de libre-échange.

Si cette directive est adoptée, on verra une multiplication des délocalisations intra-européennes. Son champ d'application est général : santé, soutien aux personnes âgées, services audiovisuels, services aux entreprises ou aux consommateurs... Seuls certains services (transports ou finances), déjà visés par

une directive sectorielle, en sont exclus. Il couvre aussi des services publics soumis, en vertu du droit communautaire, au principe de libre concurrence. Seules les activités fournies par l'État sans contrepartie économique seraient exclues de ce champ. Il faudrait donc déterminer ce qui, en matière culturelle ou éducative par exemple, est rendu sans contrepartie économique. De son côté, le projet de directive protégeant les services publics, régulièrement promis, n'apparaît pas au programme de la Commission Barroso. Il faut que cette directive soit retirée définitivement et sans contrepartie. Il est plus que temps de lancer une initiative au-delà de nos frontières et d'unir nos forces pour faire reculer ces libéraux qui confisquent la construction européenne.

Philippe de Villiers



Philippe de Villiers est député de Vendée et président du conseil général de Vendée. Il est président du Mouvement pour la France.

« Bruxelles veut-il créer de l'irréversible ? »

Source : Le Figaro

Référence : « Bruxelles veut-il créer de l'irréversible ? », par Philippe de Villiers, *Le Figaro*, 8 février 2005.

Le porte-parole de la Commission européenne a déclaré que « la directive sur la libre prestation de service », dite aussi « directive Bolkestein », ne serait pas retirée, mais qu'un dialogue avec le Parlement européen et les États membres serait engagé. Bruxelles fait le dos rond et utilise la même tactique que pour la Turquie : repousser les discussions à l'après-référendum. Le projet de « directive Bolkestein » prévoit une chose simple et inouïe à la fois : désormais les entreprises travaillant en libre prestation de service entre plusieurs pays appliqueraient la réglementation de leur pays d'origine et non plus celle du pays où le service est rendu.

Le principe de soumission au pays accueillant est renversé. Ce serait l'ouverture au dumping social et environnemental, au démantèlement de nombreuses garanties nationales, notamment dans le domaine de la culture et de la langue, à l'affaiblissement de la protection des consommateurs, et sans doute, dans beaucoup de secteurs liés à la vie des entreprises, à un véritable chaos juridique. La France avait donné son accord enthousiaste à cette directive, mais aujourd'hui le ministre **Michel Barnier** désavoue le commissaire européen Michel Barnier.

Est-il possible de revenir en arrière ? Malheureusement, la directive Bolkestein n'est pas un accident, elle est la conséquence logique de l'esprit intégrateur des traités européens existants, relayés par le projet constitutionnel. L'objectif économique et l'objectif idéologique sont ainsi étroitement associés, le premier fournissant une garantie de sérieux pour mieux faire passer le second. La Commission refusera tout amendement au texte bien qu'il heurte le bon sens. Même si les différences de réglementation en cause étaient vraiment coûteuses du point de vue économique, il n'en resterait pas moins qu'elles résultent du choix de chaque démocratie nationale et qu'il n'est guère démocratique de se servir indirectement de la « libre prestation de service » pour les faire exploser. En outre, le principe de « loi du pays d'origine » créerait une grave insécurité

juridique, bien plus nuisible que la « fragmentation » des réglementations. Devant la levée de boucliers suscitée par le « projet Bolkestein », nos responsables politiques jurent qu'ils n'ont pas voulu cela, et, que désormais, ils s'opposeront à la directive au Conseil des ministres européen. Toutefois, cette directive n'est pas morte, elle est simplement gelée et méfions nous qu'elle ne réapparaisse pas dans l'euphorie estivale post-référendaire, peut-être à peine amendé. En effet, après l'adoption de la Constitution, c'est la majorité qui prévaudra sur les questions posées par cette directive. Or, dix-neuf pays y sont favorables contre seulement six opposés. La Commission pourra également étendre la directive à nos services publics.

La Constitution qui renforce les pouvoirs de la Commission par rapport aux États lui laisse toute latitude pour relancer et élargir ce projet. Ce sont là quelques effets nocifs du projet de Constitution européenne, qui désarmerait la démocratie française. Il n'y a donc pas d'autre solution que de donner un coup d'arrêt, lors du prochain référendum, à cette morgue liberticide qui menace, sous prétexte de libéralisation et de fusion des peuples pilotés d'en haut, les plus élémentaires protections juridiques de notre État de droit.

Jean-Luc Bennahmias



Ancien administrateur du Réseau Voltaire, Jean-Luc Bennahmias est député européen vert.

« Oui à une directive service public ! »

Source : Le Figaro

Référence : « Oui à une directive service public ! », par Jean-Luc Bennahmias, *Le Figaro*, 8 février 2005.

Le 13 janvier 2004, Frederik Bolkestein, ancien commissaire européen néerlandais, chargé du Marché intérieur sous la Commission Prodi, a présenté son projet de directive relative aux services dans le marché intérieur au nom de la fluidité du marché communautaire et de la libre circulation des services dans l'espace européen. Sous l'appellation « service » sont concernés péle-mêle, les services publics, les services sociaux, les professions juridiques réglementées (notaires, huissiers...), la Sécurité sociale, les services de santé publique, l'audiovisuel, les sociétés de gestion des droits d'auteur, les armes, l'essai sur les animaux, le traitement des eaux usées, les activités financées par l'État en matière de recherche, l'éducation, la formation, les agences de travail intérimaire, les services postaux, énergétiques, de sécurité, de surveillance aérienne, etc. Dans cette directive, ce qui cristallise les critiques, c'est le « principe du pays d'origine » par lequel un prestataire de service n'est plus soumis au droit du pays où il travaille, mais à celui où il est établi. Ce texte risque de favoriser le dumping social et va dans le sens inverse de l'harmonisation souhaitée.

Comme je l'ai déjà affirmé lors de mon soutien au traité constitutionnel européen, la Constitution permettrait, entre autres, de garantir les citoyens contre ce type de texte qui, sans le dire, dérèglementerait une grande partie des services publics. La France a fait semblant de ne pas voir ce principe qu'elle qualifie aujourd'hui « d'inacceptable » jusqu'à il y a peu. Nous ne pouvons pas

souscrire à une proposition qui va directement nous conduire à des pratiques de « dumping social », comme l'ont souligné mes collègues eurodéputés socialistes. Il faut que M. **Jean-Pierre Raffarin** clarifie la position de son gouvernement sur ce sujet.

La présidence actuelle luxembourgeoise de l'Union européenne ne fera rien pour encourager l'adoption de la directive, à l'inverse sans doute de la future présidence britannique, qui présidera l'Europe au second semestre 2005. Nous, les eurodéputés Verts, nous nous préparons à rejeter le principe du « point d'origine » et à amputer le texte de ses dispositions jugées les plus contestables. Au Parlement européen, notre groupe politique, demande, afin de consolider l'Europe des citoyens, qu'un texte législatif sur les services d'intérêts généraux soit proposé.

Recep Tayyip Erdogan



Recep Tayyip Erdogan est Premier ministre turc.

« Pourquoi votre fille porte-t-elle un foulard ? »

Source : Welt am Sonntag

Référence : « Warum trägt Ihre Tochter ein Kopftuch ? », Recep Tayyip Erdogan, *Welt am Sonntag*, 6 Février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

En Turquie, l'Église et l'État sont strictement séparés, cela figure dans toutes les constitutions depuis 1923 et la création de la Turquie moderne par Atatürk. Il est clair, pour ceux qui me connaissent bien et qui connaissent bien mon parti, que nous ne reviendrons pas sur ce point. Ma fille, ma femme et moi sommes des musulmans croyants. Le Coran conseille à une femme de porter un foulard en public et ma fille qui suit le Coran applique ce précepte. En plus de cette fonction, elle lui trouve un côté chic. Pour cette raison, elle doit suivre ses études à l'étranger mais cela ne signifie en rien que je suis contre la séparation de l'Église et l'État. Il est tout à fait possible d'assumer un mandat électoral et de pratiquer sa religion tout en séparant ces deux sphères. Ce n'est pas particulier à la Turquie, mais commun à tous les États modernes. Je pense que l'interdiction du foulard dans l'enseignement supérieur est une erreur. Un État démocratique doit assurer la liberté de religion à ses citoyens. Je ne pense pas qu'une étudiante portant le foulard mette le contenu de l'enseignement en danger, ni ne fasse un affront aux professeurs, et j'estime nécessaire de revenir sur cette loi. Le Dinayet, la plus haute autorité pour les questions religieuses en Turquie, qui a étudié la question, a estimé que le foulard est une manifestation de foi, mais ne constitue absolument pas un symbole religieux. C'est pour cela qu'il a une place toute autre dans l'Islam que la croix pour la Chrétienté. D'après ce que je sais, seulement un Parlement régional sur 16 s'est prononcé en Allemagne pour l'interdiction du voile. En France, cette interdiction ne concerne que les établissements publics. Les avis semblent partagés entre ces deux pays. Les interdits sont la méthode française pour aborder un problème, nous les Turcs sommes plus proches de la tradition anglo-saxonne de la laïcité. Nous pensons qu'au XXI^{ème} siècle, il est ridicule de vouloir interdire à quelqu'un certains vêtements.

L'Union européenne n'est déjà plus un club chrétien et nous ne sommes pas des missionnaires qui viendraient vous convertir. Il y a déjà beaucoup de Juifs et de Musulmans en Europe, et si l'Union européenne se pense en club chrétien, ces croyances n'y auront plus leur place. L'Union européenne est fondée sur des valeurs communes qui viennent des Lumières, les Droits de l'homme, la liberté de culte ou d'opinion en font partie. Nous partageons ces valeurs de tolérance religieuse, mais nous attendons aussi la même chose vis-à-vis de nous.